

Pour un mieux vivre de l'enfant à l'école : constats et prévention de la violence, dépistage des maltraitances

RAPPORT DE SYNTHÈSE



PRÉSENTATION DE DANIEL CALLEWAERT :

Nous arrivons au terme de cette enquête qui n'a pas été facile, le sujet étant très délicat.

La violence à l'école est un sujet entré depuis quelques années dans les médias et dans les discours officiels. Elle est devenue un objet surmédiatisé et un élément préoccupant dans la vie des établissements scolaires au milieu des années soixante-dix. Ce n'est pas un phénomène nouveau, lié à la massification de la scolarité. C'est un sujet porteur de toutes les confusions, de toutes les ambiguïtés.

Comment la repérer, la comprendre, l'analyser afin de la contenir ?

La démarche de la Fédération, par cette enquête, a été de dresser un état des lieux, d'établir un recensement, aussi objectif que possible, sans tomber dans le dénigrement systématique, avec la méthode qui est la nôtre : partir d'un constat pour dégager des

pistes de réflexion pouvant amener un climat plus apaisé, plus harmonieux au sein de l'école pour un « mieux vivre » de l'enfant.

Le groupe « enquête », constitué de Daniel Cabuzel, Maurice Ducasse, Jean-Paul Gras, Gérard Gibert, a dépouillé les synthèses provenant de 68 unions, synthèses qui n'avaient pas pour objet d'exprimer des revendications mais de dégager une problématique qui soit pertinente et de présenter des propositions utilisables à des fins pédagogiques.

La réponse au problème de la violence en milieu scolaire doit trouver une solution interne à l'Éducation nationale sous peine de voir son éradication sans cesse reportée : si l'avenir dépend de la capacité de notre société à réagir, notre présent dépend, lui, de la capacité de l'institution scolaire à fonctionner.

C'est de notre responsabilité, en effet, d'accompagner l'école pour qu'elle puisse remplir pleinement ses missions et nous nous y attachons.

C'est pourquoi, il faut remercier tous les délégués qui se sont impliqués dans cette enquête, difficile, pour l'aide précieuse qu'ils nous ont apportée, pour la qualité et la pertinence des réflexions et propositions émises.

DÉPOUILLEMENT PAR DANIEL CABUZEL :

Il ne suffit pas de faire la démarche dans les écoles et de remplir le questionnaire. Il faut aussi en établir, dans des délais raisonnables, une synthèse nationale fiable.

Le processus commence au niveau des secteurs (ou des délégations) et s'appuie surtout sur les responsables des

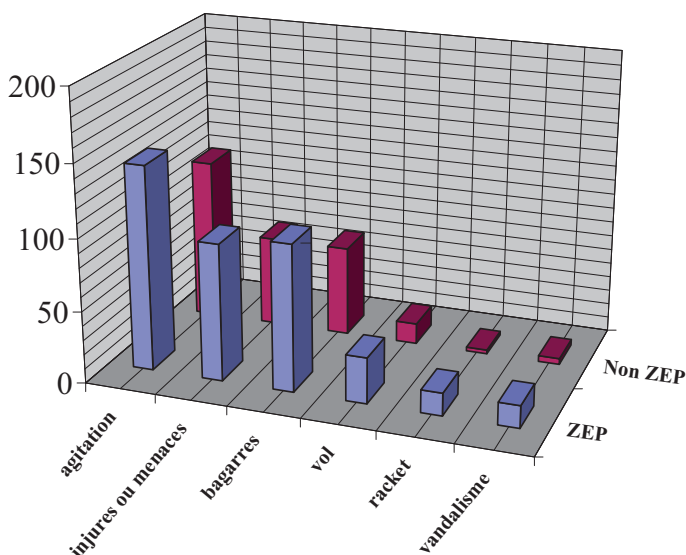
unions qui ont su, et bien voulu, se plonger dans les dépouillements départementaux. Sans leur dévouement, leur efficacité et leur connaissance du terrain, l'enquête fédérale n'aurait plus de sens. La Fédération tient à les remercier ici. Notre devoir sera de mieux les écouter et de mieux les aider (en particulier les grosses unions qui ont été confrontées aux mêmes problèmes de synthèse que la Fédération).

Nous avons permis, cette année, aux Unions volontaires d'utiliser une application Excel : 41 d'entre elles sur 68 l'ont utilisée. Cela n'a pas toujours été facile.

Ces fichiers numériques envoyés à la Fédération comportaient toutes les écoles prospectées ce qui a permis diverses corrections automatiques. Ces rectifications ont porté sur des questions dont l'interprétation était plus délicate (distinguo entre écoles primaires et écoles élémentaires, l'absence de zéros, etc.). L'application informatique a donc permis une plus grande rigueur dans la synthèse nationale et, aussi, de connaître le nombre exact de réponses à chaque question. Cela n'était évidemment pas possible avec les dépouillements manuels pour lesquels ne figuraient que les totaux, mais qui ont bien entendu été exploités dans les résultats globaux.

Toutes les réponses qui sont parvenues à la Fédération ont été prises en compte, même quand elles sont arrivées sous des formes difficiles à saisir. Bref, personne n'a travaillé pour rien.

Pour des raisons de pondération entre unions, il fallait connaître le nombre total d'écoles publiques de chaque type dans chaque département, avec une ventilation élémentaire/primaire et urbain/rural peu usitée, même dans l'administration. C'est là que nous

Agressivité d'enfants envers les enfants en élémentaire urbain (item 17 à 22)

nous sommes aperçus que beaucoup d'unions n'avaient pas de listes d'écoles au niveau départemental.

Un effort administratif est nécessaire à tous les niveaux, avec l'aide technique de la Fédération.

Nous avons le projet de mieux exploiter les synthèses informatiques (analyse en pourcentages, analyse séparée des écoles en ZEP, impact de la taille des écoles).

Ce travail a été réalisé en collaboration avec Jean-Paul Gras. La projection des principaux graphiques va illustrer l'analyse des résultats exposée par Maurice Ducasse.

PREMIÈRE ANALYSE DES RÉSULTATS PAR MAURICE DUCASSE :

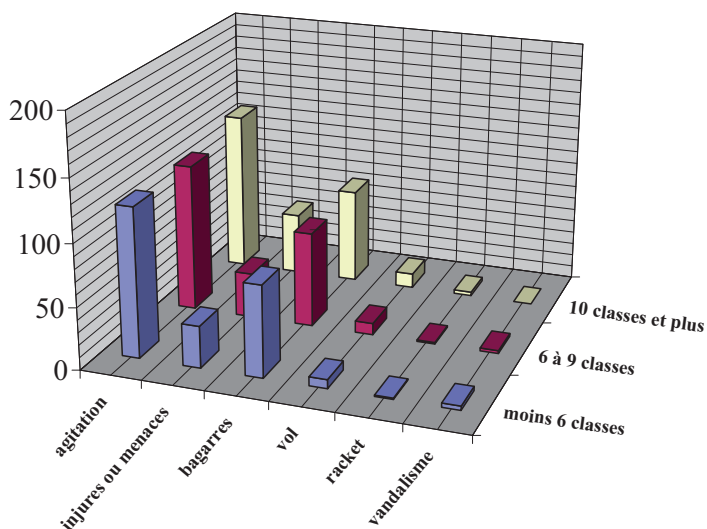
« Pour un mieux vivre de l'enfant à l'école », tel est le titre de la dernière enquête menée en deux temps. Le premier volet a, en 2006, étudié « Santé, hygiène, handicap », alors que le second vient de s'achever sur « Constats et prévention de la violence, dépistage des maltraitances ». Je vais essayer, sans abuser de chiffres, d'en dégager les grandes lignes issues des deux pages de résultats pondérés et de schémas qui figurent dans le dossier de chaque congressiste.

Nous avons tenté de ne traiter que des données chiffrées sans réponses à rédiger. En 2006, 57 unions avaient participé pour 7 609 écoles sur les 28 805 concernées, soit 26 %. Aujourd'hui, 68 unions ont répondu pour 6 231 écoles sur les 34 084 potentiellement concernées, soit 18 %. Il y a donc progrès sur le nombre d'unions et le nombre potentiel d'écoles et légère baisse sur le nombre de questionnaires reçus. Autre nouveauté : au lieu d'éliminer, comme en 2006, les questionnaires dépassant les 20 % des écoles répertoriées, nous avons amélioré – par une « pondération à cliquet » – la prise en compte de tous les questionnaires : tous contribuent à la moyenne départementale mais le poids statistique de chacune est régulé dans l'obtention de la moyenne nationale.

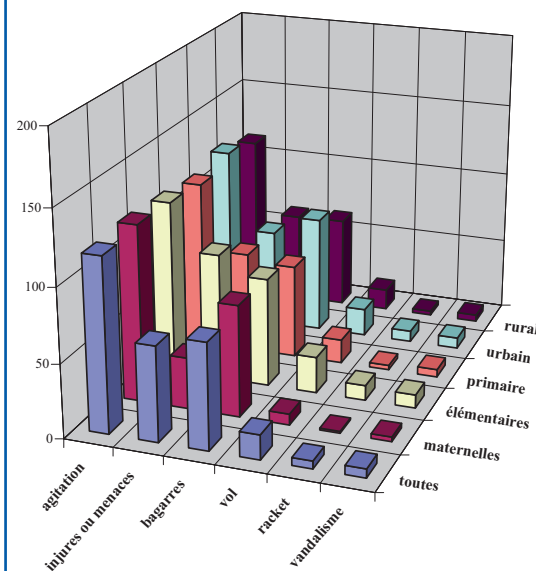
Un dépouillement informatisé a été mené par 41 unions sur les 68. L'ensemble du dépouillement porte sur des écoles publiques anonymes. Il ne porte que sur les résultats globaux des unions sur chaque question. Pour l'instant aucun croisement des réponses, forcément informatique, n'a pu être mené, à part l'appartenance à une zone (ou réseau) d'enseignement prioritaire.

Voyons d'abord les caractéristiques des écoles. Comme d'habitude des généralités statistiques ont été vérifiées : le nombre d'élèves scolarisés dans nos écoles publiques représente 10 % de la population d'un territoire, le nombre d'écoles en représente 0,1 %, ce qui fait en moyenne 100 élèves par école. Les chiffres obtenus sont en fait : 5,3 classes par école et 23 élèves par

Agressivité d'enfants envers les enfants en maternelle (item 17 à 22)



Agressivité enfants/enfants (item 17 à 22)





classe. La répartition enseignement maternel/enseignement élémentaire est conforme à la quasi égalité entre « classes d'âge ». Le milieu rural, tel que nous l'avons défini, regroupe en gros un tiers des élèves. Les enfants scolarisés de moins de 3 ans ne représentent que 8 % des maternelles, soit 30 % de leur classe d'âge, mais avec d'énormes disparités selon les départements. Le taux moyen d'enfants en zones prioritaires approche les 20 %. Plus de la moitié des élèves utilisent la restauration scolaire, 10 % la garderie du matin et 18 % celle du soir ; 8 % semblent cumuler les 3 dans la même journée, mais cette question n° 15 fut souvent incomprise, donc mal posée... ; 7 % utilisent les transports scolaires. Le rythme traditionnel (mercredi libre, travail le samedi matin) est majoritaire, alors que la semaine de 4 jours est employée dans 30 % des écoles ; ces résultats sont de peu d'utilité après la décision ministérielle de libérer le samedi matin...

Pour toute la suite l'addition des notes 0, 1 et 2 pour « jamais », « parfois » et « souvent » est évidemment arbitraire. Elle a permis cependant un classement des résultats obtenus. Ultérieurement la distinction, pour les seuls résultats informatisés, de ces réponses permettra d'améliorer le système. Le dépouillement global mené jusqu'ici a permis de dégager 3 constats presque permanents ; le constat A est, dans l'ordre décroissant des moyennes : école élémentaire (E) > école primaire (P) > école maternelle (M) ; le constat B donne un rapport des moyennes en milieu rural (R) aux moyennes en milieu urbain (U) voisin de 0,8 ; le constat C indique que le rapport d'une moyenne en enseignement prioritaire à la moyenne globale est de l'ordre de 2.

Venons-en aux constats de violence.

Dans les types répertoriés d'agressivité entre enfants, les plus graves, racket et vandalisme ne touchent que 4 % des écoles et restent plus minoritaires que les médias ne le disent. Pour les lieux répertoriés, vient en tête tout espace réservé aux loisirs avec plus de la moitié des écoles concernées ; en queue la classe elle-même où il n'y a pas de différences entre les 6 types d'écoles. Quant aux horaires en cause, quotidiennement la récréation de l'après-midi est la plus agitée alors que, sur l'année, ce sont les veilles de vacances.

La perception du climat de violence depuis 10 ans est inchangée dans plus de la moitié des écoles, elle a augmenté dans 38 % et diminué dans 9 % des réponses. Cela reste bien loin du catastrophisme utilisé dans les médias.

Les incivilités d'enfants envers les personnels consistent en retard, absence, impolitesse dans le quart des écoles ; les cas les plus graves, insultes et menaces, affectent moins de 5 % des écoles.

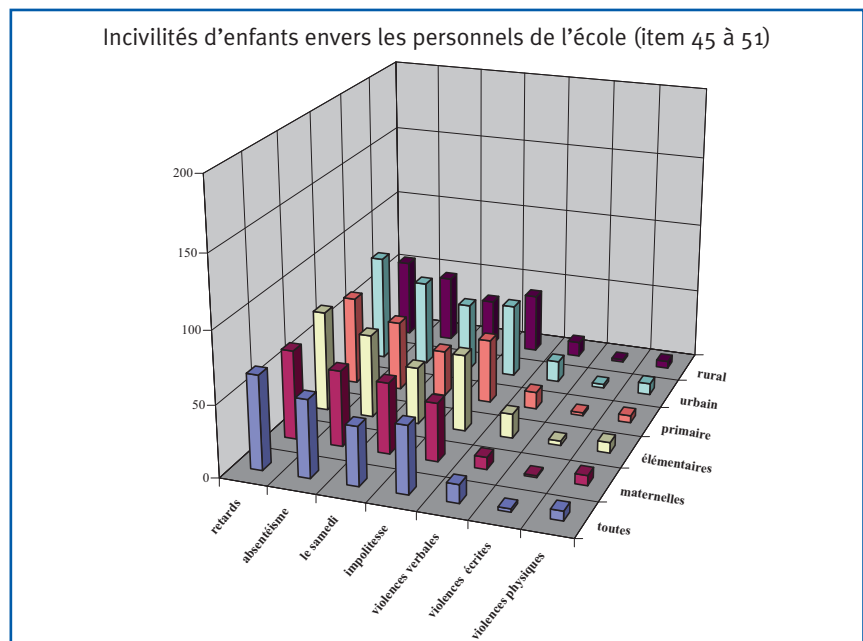
L'enfant, auteur de violences est, 3 fois sur 4, un garçon.

Les questions relatives aux contraintes des personnels sur les enfants méritaient d'exister : des punitions collectives sont pratiquées dans 20 % des écoles élémentaires ; des pressions psychologiques excessives touchent 3 % des écoles et des brutalités se produisent dans 1 %.

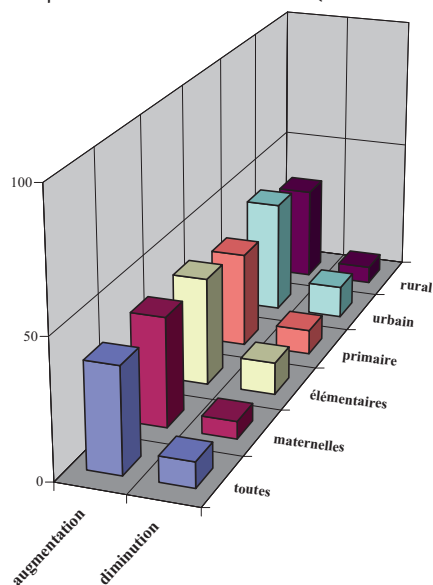
Des agressions verbales de parents envers les personnels ne sont pas rares, menaces et dégradations peuvent aller jusqu'à 2 %. Cependant ce n'est pas la contestation permanente !

Les interventions de personnes extérieures concernent trois fois plus le milieu urbain que rural mais les violences physiques correspondantes sont limitées à 1,2 % des écoles.

Ces médias arrivent en premier dans les causes incriminées pour l'abus des scènes de violence qu'on y constate dans 35 % des cas ; par contre sureffectif ou trop grande taille de l'école sont peu mis en cause et, excep-



Perception du climat de violence (item 68 et 69)



tionnellement, concernent davantage les écoles maternelles.

Dans les moyens de prévention actuels il n'y a pas de résultats saillants hormis la formation correspondante des enseignants jugée très insuffisante.

Pour les sanctions utilisées, le système « à points récupérables » est plus utilisé en milieu rural qu'urbain ; changement d'école ou exclusions temporaires atteignent 6 % des écoles.

Les pistes d'amélioration proposées donnent lieu à quelques surprises : la diminution du nombre d'élèves par classe est préférée à toute autre alors que le sureffectif n'arrive qu'en quatrième position pour les causes incriminées, les seuils souhaités sont respectivement 18 et 22 en et hors ZEP ; la présence d'adultes supplémentaires et un réaménagement du temps scolaire obtiennent un meilleur score que l'instauration d'un code de déontologie des médias ; la scission d'une école primaire en deux écoles, élémentaire et maternelle, est deux fois plus souhaitée que la fusion entre écoles maternelle et élémentaire ; des entretiens périodiques avec policiers et gendarmes recueillent très peu de suffrages.

Enfin dans le dépistage des maltraitances, le taux des élèves concernés est inférieur à 2 % et est minimal dans les

écoles primaires rurales, les abus sexuels concernent moins de 0,1 % des écoles et sont indépendants du type d'école ; les auteurs du signalement restent principalement les enseignants. L'affichage du numéro d'urgence « Allo enfance maltraitée : 119 » est absent dans près de 30 % des écoles. Les cas connus d'éducation en milieu sectaire restent inférieurs à 0,1 %. Les tentatives de propagandes diverses vont de 7 % pour des fournitures gratuites à 2 % lors d'actions de soutien scolaire.

Après ce brossage à grands traits, il restera un travail d'analyse plus fine, avec croisements de certaines réponses : la commission de dépouillement n'en a donc pas encore terminé avec l'exploitation de cette enquête qui promet d'être assez fructueuse.

CONCLUSION PAR DANIEL CALLEWAERT :

Nous voici arrivés au terme de cette enquête qui a suscité parfois des interrogations voire des réticences chez certains de nos collègues. Je réitère mes remerciements à tous ceux qui se sont investis, aux responsables des unions qui ont établi les synthèses départementales ainsi qu'aux conseillers fédéraux qui ont rédigé le rapport final. C'est par cette démar-

che de réflexion, de questionnement et de propositions que notre crédibilité est reconnue par les instances institutionnelles et que notre mission est appréciée et valorisée.

Quant aux solutions, peut-être faudrait-il concevoir un processus d'intersection en dehors du temps scolaire entre la sphère éducative et la sphère associative ou municipale en mettant tout en œuvre pour éviter les ségrégations dès l'école élémentaire ?

« Éradiquer la violence en milieu scolaire » n'est pas une gageure, un projet illusoire, un leurre.

Les problématiques sont posées. Nous devons, avec tous les partenaires éducatifs, avoir la volonté de les résoudre. Il nous faut maintenant militer, construire, agir et proposer nos solutions.

INTERVENTIONS DE CONGRESSISTES ET RÉPONSES :

X = n'a pas cité son nom ; **(Y)** = n'a pas cité son Union.

X (Y) : A-t-on recensé les motivations des Unions qui ont refusé de faire l'enquête ? Marseille et la Seine-Saint-Denis sont instrumentalisés par les médias.

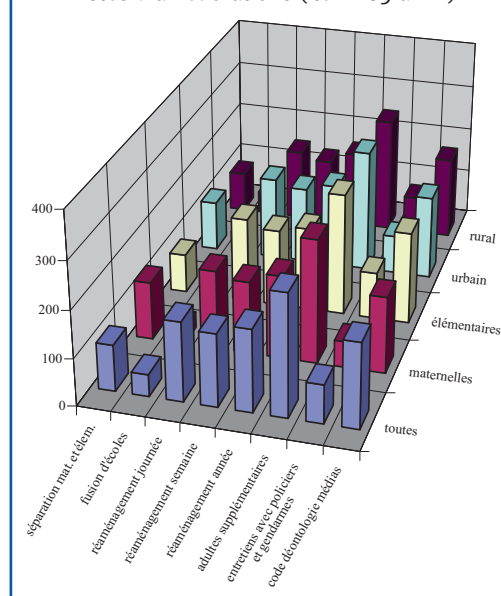
Maurice Ducasse : La tonalité des refus est « on se mêle de ce qui ne nous regarde pas », or tout nous regarde. Les questions sur l'attitude du personnel envers les enfants ont été considérées comme gênantes ; les chiffres montrent qu'il y a quelques violences de ce type.

Daniel Cabuzel : Il a été impossible d'exploiter quelques rares questionnaires ; les refus ne sont venus que des seuls DDEN alors qu'ailleurs les contacts avec enseignants et parents ont été bons.

Pierre Hervé (Yvelines) : Je suis inquiet du chiffre annoncé de 23 élèves par classe alors qu'il est de 26 en Yvelines. Mantes, Val-Fourré, les Muraux, Trappes sont ultramédiatisés pour politisation de l'insécurité. Les refus dans ces villes s'expliquent par la saturation sur ces problèmes. Le questionnaire porte sur agitation, injures, menaces, bagarres,

Le rapport de synthèse dénote explicitement l'écart qui existe entre la perception de la violence orchestrée par les médias et la réalité, à savoir qu'à l'école primaire la violence reste limitée aux interactions entre les élèves et moins ouvertement avec les enseignants.

Pistes d'améliorations (item 105 à 112)





Daniel Cabuzel et Maurice Ducasse, rapporteurs de l'enquête 2008.

alors que le langage courant des élèves comporte des grossièretés assimilées à des injures.

M.D. : La moyenne annoncée résulte de la division du nombre d'élèves par le nombre de classes, toutes régions confondues. Nous ne pouvions ni désirsions forcer nos collègues à répondre. Nous avons essayé d'être complets : à chacun de répondre comme il le sent. Le questionnaire n'était pas dirigé spécifiquement vers les écoles réputées violentes.

X (Rhône) : Le questionnaire est très bien fait mais certaines formulations ont inquiété. D'où beaucoup de cases restées vides. Il conviendra à l'avenir de bien préparer, au sein des Unions, les secteurs à répondre à une enquête.

M.D. : Nous avons fait quelques circulaires en ce sens et conseillons cette méthode à toutes les unions.

Pierre Crolais (Côtes-d'Armor) : Nous sommes très insatisfaits du peu de réponses dans notre Union. La synthèse par académie est-elle possible ? Est-il possible de faire la part des choses entre grandes et petites écoles ?

M.D. : Les résultats par académie et par union ne seront pas publiés ni transmis au ministère et nous nous en tiendrons à des résultats globaux pour ne stigmatiser personne.

Madeleine Brun (Vaucluse) : Les DDEN étaient en campagne électorale. Certaines de nos écoles ont 100 % d'élèves d'origine étrangère d'où des pressions sur la fréquentation de la cantine. Le nouveau responsable de l'organisation créée par Nicolas Sarkozy pour les musulmans est un professeur de faculté d'Avignon.

M.D. : « Le Délégué » où figurait le questionnaire est celui d'octobre 2007 ; chaque DDEN avait le temps de s'en occuper hors de cette campagne.

X(Y) : Les parents n'ont aucune lisibilité du système scolaire, nous avons un rôle à jouer pour dissiper leurs angoisses.

Marie-Claude Fargeix (Puy-de-Dôme) : Le questionnaire était très intéressant mais le taux de réponses est très bas dans les écoles en difficulté. Il en est de même pour : les Bouches-du-Rhône, le

Gard, la Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis. Cette enquête ne reflète donc pas l'influence des zones les plus difficiles.

M.D. : Il est un peu hardi de généraliser. Les mêmes unions ont, en général, peu répondu aux enquêtes précédentes. D'autres régions difficiles ont répondu puisque le taux d'école en ZEP dans notre questionnaire est de 19 % . C'est le même que le taux national de ces écoles.

D.C. : Un spécialiste, M. Debardieux, est étonné par l'ampleur du panel que représentent les écoles qui ont répondu à notre questionnaire. La différence dans les écoles en ZEP ou hors ZEP, que nous avons examinée pour certains items, n'est pas si grande.

Yves Lognonné (Manche) : La diffusion du questionnaire a été très précoce. Nous sommes contents des résultats. J'espère que la nette différence entre les réponses et les faits médiatisés fera l'objet d'un communiqué de presse.

Daniel Callewaert : Les résultats paraîtront dans « Le Délégué ».

M.D. : Si septembre est trop tôt et janvier trop tard que reste-t-il compatible avec la parution du Délégué ?





Marie-Jo Aymard (Seine-Saint-Denis) : notre CA, vu les résultats attendus par l'IA et lassé de la stigmatisation de la presse, a décidé de ne pas participer à l'enquête.

M.D. : Nous ne communiquerons que sur la globalité des résultats.

X (Gard) : Notre union n'a pas répondu alors qu'elle avait participé aux enquêtes précédentes. La fureur médiatique après l'utilisation abusive d'un logiciel ministériel « violence » par les proviseurs de Nîmes et Vergèze, qui en espéraient – à tort – des moyens supplémentaires, explique notre sensibilité et donc notre abstention.

Guy Brunet (conseiller fédéral) : Même si certaines zones avaient répondu, les choses ne seraient pas bien différentes : la dégradation est à peu près la même partout.

Georges Molinard (Bouches-du-Rhône) : À Marseille nous avons 500 écoles et 30 DDEN. Dans les quartiers Nord, la violence commence le 1^{er} septembre et finit le 30 juin.

X(Y) : Je partage l'avis du Puy-de-Dôme : notre échantillon n'est pas représentatif car il écarte 20 000 écoles « difficiles ». Prudence et humilité seraient de mise dans l'analyse.

D.C. : Les instituts de sondage travaillent sur des panels autrement plus faibles que notre « échantillon ». Notre travail est donc crédible.

Jean Moreau (conseiller fédéral) : Je félicite les conseillers fédéraux impliqués dans cette enquête. D'autant que je craignais, avant sa mise en place, qu'elle donnât du grain à moudre à ceux qui essaient de faire fantasmer sur la

violence. Or la méthode en a été rigoureuse : définition de la violence, représentations des violences, qu'est-ce qu'un fait de violence. L'absence de réponse dans certaines unions fait aussi signe. En 1958, la réaction dans une école de Paris ou du Puy-de-Dôme, était la même : un surcroît d'agitation, qui remplaçait la météo avant une tombée de neige. Poser ces problèmes, c'est refuser le jeu des médias et faire véritablement notre jeu de missionnaires laïques.

DÉCLARATION DE DANIEL CALLEWAERT APRÈS CES DÉBATS :

Le sujet était extrêmement sensible et je m'aperçois que chaque collègue en a bien pris conscience. Ce n'était pas évident de le traiter et certains ont eu des résistances justifiées. Il y a deux ans nous avons mis notre congrès sous le sigle « tradition et modernité » : ici c'est bien la preuve que la Fédération essaye de se mettre en phase avec toutes les problématiques sociétales qui tournent autour de l'école. Je pense que la modernité de notre fonction a encore de longues années devant elle.

Notre commission de dépouillement a pu travailler sur le lien entre réponses à certaines questions et la taille des écoles (dans les 42 Unions à résultats informatisés) : taille des écoles, ventilation des réponses 0 (jamais), 1 (parfois), 2 (souvent).



Les 4 031 écoles qui ont ainsi répondu ont été réparties en 3 groupes : écoles de 1 à 5 classes, écoles de 6 à 9 classes, écoles de plus de 10 classes. Un constat général s'impose : pour 85 % des questions, la moyenne des réponses obtenues à chacune d'elles est indépendante de la taille de l'école, ce qui remet en cause bien des idées reçues.

L'étude de la ventilation donne, en très gros : le nombre de réponses « souvent » représente moins du dixième des réponses « parfois » ; les exceptions concernent la question 17 (agitation) et quelques questions en ZEP.

(20 octobre 2008, la commission de dépouillement : Daniel Cabuzel, Maurice Ducasse, Jean-Paul Gras).

